

Ombres et lumières sur notre humanité

Plaidoyer pour une économie humaine

Texte pour favoriser une réflexion à l'occasion de la campagne « Noël autrement » 2012, écrit par Antoine Sondag, du Secours Catholique.

LES MENACES

La faim et la malnutrition

Aujourd'hui, un milliard de mal nourris habite la planète. C'est un succès puisque ce chiffre n'augmente pas alors que la population mondiale s'est accrue de 4,2 milliards depuis 50 ans et un échec intolérable. Et, aussi, un paradoxe puisque les trois quarts de ceux qui ont faim sont des paysans.

Regardant vers le futur, les spécialistes s'accordent à penser que la terre pourra produire de quoi nourrir 9 ou 10 milliards d'hommes en 2050. Malheureusement l'histoire indique que cela ne garantit pas que tous puissent manger à leur faim. Les habitants des villes, jusqu'ici relativement épargnés, constituent désormais plus de la moitié de la population mondiale et sont de plus en plus dépendants des importations alimentaires. Leurs prix sont soumis à des fluctuations que les aléas climatiques et la financiarisation des marchés des matières premières vont rendre plus amples et plus fréquentes. Les pauvres des villes connaîtront plus fréquemment la faim.

Les luttes pour la terre

Les paysans sont de plus en plus victimes de l'accapement des terres, phénomène qui s'intensifie avec l'achat ou la location à long terme de vastes étendues de terres agricoles par des gouvernements désireux de s'assurer des approvisionnements pour nourrir leur population, par des investisseurs privés qui, prévoyant une hausse des prix des produits alimentaires et des carburants, veulent pouvoir en tirer profit, par des spéculateurs, enfin, qui, anticipant la rareté des terres agricoles, en achètent pour pouvoir les revendre avec profit. Que ce soit parce qu'ils ne peuvent nourrir leur famille de leur travail de la terre ou parce qu'ils sont chassés par ceux qui accaparent leurs terres, l'exode des paysans continue. Soucieux d'approvisionner les villes à bas prix pour éviter des troubles et soumis aux pressions des institutions internationales et des pays exportateurs, les gouvernements des pays importateurs pauvres n'osent pas protéger leurs paysans en élevant les droits de douane.

Déséquilibre des écosystèmes

L'équilibre complexe des interactions - faites de coopération de compétition et de symbioses - entre espèces vivantes et écosystèmes est remis en cause par l'action de l'homme. L'eau, si essentielle à la vie que l'ONU considère l'accès à une eau salubre comme un droit de l'Homme, est de plus en plus polluée par les rejets non contrôlés de l'industrie et l'abus des engrais et pesticides chimiques dans l'agriculture. Faute d'eau en quantité suffisante, les tensions se multiplient pour le partage de l'eau entre paysans et éleveurs, entre habitants des villes et industries qui les entourent, entre pays riverains d'un même fleuve ou d'un même lac.

L'homme moderne peine à prendre conscience de son impact sur les équilibres de la nature, et qui pourrait l'obliger à remettre en question son modèle économique et son mode de vie. Cette difficulté à changer ses habitudes explique que les engagements pris lors des Sommets de la terre successifs n'ont été que très partiellement tenus.

D'ici la fin du siècle, des centaines de millions d'hectares de forêts auront disparus et la température aura augmenté de plus de 2 degrés entraînant des canicules plus nombreuses et des tornades plus violentes, la disparition sous les eaux de terres littorales et de deltas, la désertification de terres déjà arides...

L'accroissement des inégalités

En 25 ans, la part de la population mondiale vivant avec moins de 2,5 dollars par jour est passée de 60 à 40%, un progrès essentiellement dû à la Chine et à l'Inde. Un progrès qui s'est, malheureusement, accompagné d'un accroissement des écarts entre les revenus les plus hauts et les revenus les plus bas dans l'ensemble du monde. Si les inégalités entre pays ont tendance à se réduire, les inégalités internes à chaque pays ont tendance à augmenter, voire à exploser parfois (Chine...).

LES PRISES DE CONSCIENCE

Le plus grand mal du monde n'est pas la pauvreté des démunis mais l'inconscience des nantis. Or il se trouve que la conscience des démunis est en éveil. L'ère de la passivité des masses est en déclin. Cette prise de conscience des injustices et des inégalités de tous ordres se traduit différemment selon les pays et les circonstances : changements de majorité dans les pays démocratiques et, parfois, révoltes sans autre projet que de manifester un rejet de la société ; refuge dans l'intégrisme religieux de ceux qui se sentent marginalisés et sont à la recherche d'une identité et d'une reconnaissance ; mouvements de peuples qui veulent faire valoir leurs droits et rejettent les dictatures...

Les défis du vivre ensemble

Au débat courant entre catégories socioprofessionnelles se sont ajoutées les oppositions entre catégories basées sur la race ou la religion. Les mots qui divisent ont fleuri : fondamentalisme qui refuse le débat sur l'interprétation des textes, prétend détenir la vérité absolue et rejette ceux qui ne partagent pas les mêmes convictions ; intégrisme qui refuse toute évolution et qui dans le langage courant est devenu synonyme de sectarisme et de terrorisme ; communautarisme qui désigne les tendances à la fermeture sur sa propre communauté et à la défiance à l'égard des autres communautés.

Ces blocages, ces divisions et ces repliements conduisent à des violences qui vont bien au delà des victimes directes. Ce sont les esprits et tout le corps social qui se trouvent affectés par la peur des différences et les intransigeances et, comme toujours, ce sont les populations pauvres, les femmes et les enfants qui sont le plus touchés. Incapacité à vivre ensemble, inégalités, détérioration des équilibres écologiques, compétition pour l'accès à l'eau et aux matières premières, faim, autant de risques de violences, de guerres civiles ou de conflits internationaux qui ne sont pourtant pas inéluctables.

Les illusions de la consommation

Il est trop volontiers oublié que les modèles de consommation imposés par la publicité, l'imagination des producteurs et le désir d'imiter les plus fortunés ne sont pas un gage d'épanouissement et ne sont pas compatibles avec la vie sur cette terre de plus de sept milliards d'individus. Sans doute, l'avidité de l'avoir est-il un moteur puissant de l'économie mais l'accès à la jouissance de biens superflus ne peut tenir lieu de projet de vie, ni au plan individuel ni au plan collectif !

Le baromètre faussé de la croissance

La croissance résultant d'une incessante augmentation de la demande de biens matériels conduit à une impasse. En effet, le fait de donner la primauté aux biens dont la valeur s'exprime en signes monétaires fait mépriser les biens d'une autre nature (justice, solidarité, éducation, culture, cohésion sociale, équilibre entre le travail et la vie privée), qui conditionnent, autant que les biens matériels, l'épanouissement humain. La civilisation à promouvoir ne peut être que la civilisation du "plus être" dans l'équitable distribution de l'avoir.

VERS UNE ÉCONOMIE VRAIMENT HUMAINE

Typologie des besoins

L'économie humaine a pour fin de répondre aux besoins de l'homme pris individuellement et dans les collectivités auxquelles il appartient. Il y a les biens et les services qui répondent aux besoins primaires de nécessité, mais il faut aussi répondre aux besoins relationnels des êtres humains, et aux besoins culturels, spirituels, de dignité ou de dépassement. Cette répartition des besoins n'est cependant pas rigide.

Les Droits économiques, sociaux et culturels (DESC)

Les objectifs de l'économie humaine se retrouvent dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et dans le Pacte relatif aux droits civils et politiques, adoptés par l'ONU en 1966, qui définissent comme des droits la satisfaction de nombreux besoins.

L'Économie sociale et solidaire

L'économie humaine ne se limite pas à classer les biens et services en fonction de leur contribution à satisfaire les besoins de l'homme dans ses diverses dimensions, elle se préoccupe aussi de la manière de les produire. Sans rejeter les formes de production de l'économie capitaliste, elle trouve dans l'économie sociale et solidaire et dans l'agriculture paysanne des expressions qui contribuent à l'épanouissement de ceux qui y participent. L'entreprise de l'économie sociale et solidaire donne la primauté au capital humain sur le capital financier. L'économie sociale et solidaire coexistant avec des entreprises capitalistes et rendant des services que l'État ne rend pas ou ne rend plus, elle peut être considérée comme un complément couvrant les espaces que ces deux acteurs ne couvrent pas.

L'agriculture paysanne

L'agriculture paysanne ou familiale est la manière durable de nourrir l'humanité. Certes l'agriculture industrielle a montré son efficacité et tout indique que c'est sur elle que comptent

les gouvernements et les investisseurs. Elle bénéficie de l'essentiel des recherches qu'elle oriente et qu'elle finance en partie ; elle bénéficie, aussi, de l'accaparement des terres. Mais elle est très polluante, destructrice de la biodiversité, gourmande en énergie et en eau. Enfin, avec l'agro-industrie, elle est partie d'un système économique qui ne sait pas répondre à la demande non solvable des plus démunis et marginalise les petits paysans, les poussant à l'exode vers les villes. Elle n'est pas durable, ni socialement ni au plan environnemental.

Le prix ne fait pas la valeur. Le besoin de normes imposées par l'Etat.

L'économie humaine doit opérer de façon à ce que les générations futures jouissent d'une terre viable. On ne peut partir du postulat que l'homme n'attache de la valeur qu'à ce qui a un prix, un propriétaire et rapporte des profits, ce qui est à l'évidence faux. Il appartient aux États d'imposer des normes sur les consommations de matières premières qui deviennent rares, le recyclage des déchets, sur les émissions et les rejets de produits nocifs, de donner des incitations et d'imposer des amendes.

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

L'économie humaine peut sauver l'humanité du suicide. Pour réussir, elle a besoin d'une bonne gouvernance du niveau local au niveau mondial dans le respect du principe de subsidiarité et d'une vision pour l'humanité dans le respect de sa diversité et de ses interdépendances multiples.

La fin du Nord-Sud et l'ONU

L'emploi du mot « Sud », rassurant pour le « Nord », auquel il donne un sentiment de supériorité et une bonne conscience lorsqu'il apporte une aide, est trompeur car il fait oublier que les forces ont changé. Il n'y a plus aujourd'hui un bloc de pays riches et un bloc de pays pauvres, mais un continuum du pays le plus riche au pays le plus pauvre avec dans tous, de grands écarts de revenus. Les vieux pays industrialisés n'ont plus la possibilité d'imposer des réponses aux problèmes du monde. Les problèmes de l'humanité ne sont plus des problèmes Nord-Sud. Ce sont des problèmes communs et l'ONU est le lieu de discussion, de négociation et de prise de décisions pour les mesures à mettre en œuvre.

La conversion à l'universel

Le changement d'optique demandé est un changement radical. Il faut apprendre, non pas seulement à négocier avec d'autres qui défendent légitimement leurs intérêts, il faut convertir notre regard à l'universel. L'essentiel est une conversion à l'universel par solidarité entre les hommes, ceux déjà présents et ceux à naître, et pour chacun d'eux une conversion « au plus être ».